
Les défis sécuritaires au Maghreb

Khadija Mohsen-Finan

Juin 2008

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne à Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme l'un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent
que la responsabilité des auteurs.*

© Tous droits réservés, Ifri, 2008
ISBN : 978-2-86592-328-1

IFRI
27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 - France
TEL.: 33 (0)1 40 61 60 00
FAX: 33 (0)1 40 61 60 60
E-Mail: ifri@ifri.org

IFRI-BRUXELLES
Rue Marie-Thérèse, 21
B -1000 Bruxelles - Belgique
TEL.: 32(2) 238 51 10
FAX: 32(2) 238 51 15
E-Mail: info.bruxelles@ifri.org

SITE INTERNET: www.ifri.org

Programme Maghreb

Le programme Maghreb a pour vocation de mieux appréhender la complexité de la relation entre la France et le Maghreb et d'apprécier les évolutions de ces pays : Maroc, Tunisie, Algérie, Libye. Il devrait permettre le débat et accompagner la politique de la France dans cette région, considérée comme son aire d'influence.

Mis en place en 2007 et s'inscrivant dans le prolongement des travaux réalisés antérieurement, il s'articule autour de quatre axes :

- **Observation et analyse des dynamiques internes**, avec un accent mis sur les modes de transition politiques et les relations inter-maghrébines ;
- **Compréhension des enjeux économiques**, notamment au travers des questions énergétiques, des investissements étrangers, de l'après-textile ;
- **Le Maghreb dans les relations internationales**, avec un axe spécifique dédié aux relations avec la France et au rôle des États-Unis ;
- **Les liens entretenus par les Français d'origine maghrébine** avec leur région d'origine.

L'auteur

Docteur en science politique, IEP de Paris, et diplômée d'histoire, Aix-en-Provence, **Khadija Mohsen-Finan** est responsable du programme Maghreb à l'Ifri. Ses travaux portent essentiellement sur le Maghreb et les questions relatives à l'intégration des populations musulmanes en Europe. Elle est aussi enseignante à l'IEP de Paris dans le cadre du Master *Politique comparée*, à l'IISMM (EHESS) et à l'université Ca' foscari de Venise. Par ailleurs, elle représente l'Ifri dans le réseau Ramsés² de la Commission européenne.

Texte à paraître en septembre 2008 sur le site de la Fondation CIDOB, Barcelone. <www.cidob.org>

Introduction

Dans les pays du Maghreb, la menace de type sécuritaire est aujourd'hui multiforme. Elle conjugue des éléments traditionnellement ancrés dans l'environnement de cette région, comme la tension entre Alger et Rabat et son point de cristallisation autour du conflit du Sahara occidental, et des éléments qui constituent une donne nouvelle comme l'alliance passée entre Al-Qaida et deux formations islamistes de la région : le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) algérien et le Groupe islamique combattant libyen (GICL). Il existe également des points de convergence entre les facteurs considérés comme anciens et les nouveaux qui pourraient se rencontrer dans cette fameuse bande sahélienne où l'autorité des États ne s'exerce pas.

En réalité, ce qui a fondamentalement changé au niveau des défis de type sécuritaire, c'est l'inscription de l'islam radical au plan international. Cela s'accompagne de méthodes nouvelles, importées du Moyen-Orient par des Maghrébins ayant séjourné en Afghanistan, ou tout simplement observées sur des sites internet. Autrefois, que ce soit dans les années 1980 avec les émeutes du pain ou dans les années 1990 avec la guerre civile algérienne, les phénomènes étaient nationaux. Aujourd'hui, l'ennemi est beaucoup plus difficile à identifier, et les objectifs des actes terroristes ne sont pas précis. Les méthodes empruntées rendent les moyens de lutte traditionnels peu opérants et donnent le sentiment que les pouvoirs en place ont de moins en moins de maîtrise sur la sécurité de leurs pays.

Par ailleurs, cette menace n'est pas localisée : tous les lieux et tous les pays sont exposés à la violence. Le ralliement du GSPC à Al-Qaida octroie également à ce mouvement une légitimité qui lui est très utile pour reconstituer des réseaux de jeunes désireux d'aller combattre en Irak, ou encore candidats au suicide. Cette facilité à reconstituer les réseaux révèle l'existence d'une jeunesse, aussi minoritaire soit-elle, dénuée de rêves, de projets et sans intégration sociale ou politique réelle dans la société où elle vit. Ces jeunes ne négocient plus avec l'État, considéré comme corrompu, impie et allié des Occidentaux. Leur mode d'expression est radicalement différent, puisqu'ils choisissent de vaincre l'ennemi en passant par leur propre destruction.

Un terrorisme d'un type nouveau

L'année 2007 a été marquée par des attentats d'un type nouveau. Qu'ils soient revendiqués ou non par Al-Qaida, ils en portent indéniablement la marque : voitures piégées, attentats simultanés, opérations suicides synchronisées, choix symbolique des dates et des cibles, ou mode opératoire de plus en plus sophistiqué avec mise à feu à distance par le moyen des téléphones mobiles. Ces attentats s'inscrivent désormais dans la mouvance islamiste internationale et n'épargnent aucun pays de la région. Dans la Tunisie de Ben Ali, fortement sécurisée, un groupe salafiste s'apprêtant à commettre des attaques a été démantelé en décembre 2006. Au Maroc, en avril 2007, les opérations kamikazes de Casablanca ont dramatiquement ravivé le souvenir de mai 2003, lorsque des attentats-suicides simultanés dans divers lieux symboliques de la capitale économique avaient fait 43 morts.

En Algérie, l'ancien GSPC rebaptisé « Al-Qaida dans le Maghreb islamique » montre qu'il a accru ses capacités opérationnelles et qu'il a retrouvé sa force de frappe, un temps réduite par l'armée algérienne. Sa capacité, bien qu'imparfaite, à frapper les symboles du pouvoir et de l'Occident indique que, contrairement aux déclarations des autorités algériennes, la violence radicale n'est pas résiduelle.

L'ex-GSPC dispose également d'une capacité, sans doute accrue depuis son alliance avec Ben Laden, à reconstituer les réseaux de djihadistes candidats au suicide pour commettre des attentats ou aller en Irak. Ces jeunes sont souvent algériens, mais le démantèlement de certains réseaux a montré qu'ils pouvaient aussi venir des pays voisins.

Les nouveaux djihadistes se donnent pour objectif de déclarer la guerre aux dirigeants politiques des pays de la région qu'ils jugent impies, corrompus et inféodés aux États-Unis et aux Occidentaux. Ils se différencient ainsi du Front islamique du salut (FIS) ou du Groupe islamique armé (GIA), qui entendaient inscrire leurs actions dans un cadre algérien, dans le but de mettre en place un État islamique. Le projet des nouveaux djihadistes dépasse les frontières du pays, voire même de la région.

C'est précisément ce projet qui fait craindre aux États du Maghreb une vague fondamentaliste depuis le ralliement des deux groupes précités à la nébuleuse internationale de Ben Laden. Toutefois, pour l'heure, indépendamment de la simultanéité des

attentats du 11 avril et malgré la présence de Tunisiens et de Mauritaniens dans les camps d'entraînement de l'ex-GSPC, on ne peut parler de commandement unifié.

Pensée par Ayman El Zawahiri, la fédération des mouvements islamistes du Maghreb – qui aurait entre autres avantages celui de constituer un front proche de l'Europe – n'est pas encore réelle. Au Maroc par exemple, si les attentats suicides survenus le 11 mars et le 10 avril 2007 s'apparentent aux méthodes d'Al-Qaida, leur commandement semble totalement autonome. Il s'agit de cellules islamistes radicales dont les objectifs sont différents. Si le Groupe islamique combattant marocain (GICM) reste l'organisation de référence, il en existe d'autres, déterminées à atteindre des cibles variées comme les symboles du pouvoir, les Occidentaux ou les touristes. En 2006, les services de sécurité marocains ont démantelé onze réseaux d'agents recruteurs de combattants en Irak, réseaux animés par le GICM et dont l'un aurait envoyé près de quarante Marocains combattre en Irak après les avoir entraînés dans le Nord du Mali¹.

Le démantèlement régulier de cellules prêtes pour des attaques terroristes indique qu'il y a bien persistance de la menace du 16 mai 2003. Comme dans le cas du GSPC algérien, ces groupes marocains affichent une capacité certaine à régénérer les réseaux, et ce en dépit d'une très grande surveillance de la part des forces de l'ordre. Dans le Maroc d'aujourd'hui, il existe un ensemble de groupuscules violents et dépourvus de projet politique qui s'inspirent du salafisme international et se nourrissent de la petite criminalité, tout en coexistant avec elle.

Dans le Maghreb d'aujourd'hui, en l'absence de commandement unifié, on voit donc que les pratiques salafistes se déploient différemment, précisément parce que l'islamisme s'élabore de manière interactive avec son environnement.

¹ K. Mohsen-Finan, « Le djihadisme s'invite au Maghreb », *Ramses 2008*, Paris, Ifri, 2007, p. 192.

La bande sahélienne

Nous ne disposons que de peu d'éléments tangibles sur cette bande sahélienne de plusieurs milliers de kilomètres qui va de l'Atlantique jusqu'au Tchad. Longtemps abandonné aux seuls Touaregs et aux trafiquants en tout genre, ce territoire fait aujourd'hui figure de zone grise rebelle à l'autorité des États de la région.

Différents facteurs expliquent l'appréhension des Américains, des Européens et des États maghrébins quant à cette zone peu contrôlée.

D'une part, la porosité des frontières permet la circulation des hommes et de produits de toutes sortes : armes, cigarettes en contrebande et marchandises dont le commerce est plus ou moins licite. Cette circulation est facilitée par le fait que cette zone sahélienne est entourée de pays dont les appareils sécuritaires sont particulièrement faibles pour pouvoir contrôler l'ensemble de leurs territoires jusqu'aux frontières.

La faiblesse de ces États sahéliens, lourdement endettés et politiquement mal structurés, est d'autant plus à craindre qu'ils jouxtent des pays considérés comme des foyers actifs ou potentiels de l'islam radical, comme le Soudan, le Nord du Nigeria ou l'Algérie².

Véritable territoire sans maître, cette zone pourrait servir de lieu d'entraînement pour les candidats au djihad venus des pays limitrophes, d'Europe ou d'ailleurs, comme aux groupes islamistes ayant des difficultés à opérer en Algérie. Potentiel ou réel, ce refuge d'islamistes pouvant se regrouper, s'entraîner et éventuellement concevoir des opérations terroristes nourrit une véritable fixation chez les Américains. Dès 2002, ils ont mis en place un plan concerté entre les différents États de la région, baptisé alors *Pan Sahel Initiative*, qui deviendra en 2005 la *Trans-Sahara Counter Terrorism Initiative* (TSCTI). Doté de 100 millions de dollars par an sur une durée de cinq ans, ce programme a vocation à venir en aide aux sept pays qui bordent le Sahara dans leur lutte contre le terrorisme.

Dans les faits, cette « coordination sur le terrain » renvoie à des moyens relativement rudimentaires, comme apprendre aux armées de la région à manier le matériel militaire, à se coordonner et à tirer profit des renseignements fournis par Washington ou Paris.

² A. Antil, « L'Afrique et la guerre contre la terreur », *Politique étrangère*, n° 3, 2006.

En outre, les sept États qui participent à cette coordination semblent concevoir différemment la lutte contre le terrorisme. Tandis que pour les Américains, elle passe nécessairement par un entraînement des forces locales qu'il faut doter des moyens nécessaires pour combattre les islamistes, pour les Maliens, ce ne sont pas les islamistes qu'il faut combattre en priorité, mais bien la contrebande, rendue possible par le faible contrôle étatique sur le nord du Mali. Pour Bamako, c'est bien la fragilité des États et la porosité des frontières qui constituent la première menace.

Parallèlement à ces conceptions divergentes de la menace et des moyens nécessaires pour la combattre, Alger a pendant un temps instrumentalisé certains groupes touaregs en les enrôlant dans des unités spéciales de sécurité pour combattre les islamistes. Stratégie qui fut de courte durée, puisque ces anciens rebelles touaregs se sont rapidement réconciliés avec les membres du GSPC.

Cette absence d'unité dans l'appréciation de la menace et de la définition même de l'adversaire à combattre contribue à précariser les méthodes préconisées. Comment lutter aujourd'hui contre les réseaux terroristes et quelle est la réalité de la menace qui règne dans cette fameuse bande sahélienne ? Chacun des États concernés par ce programme de lutte contre le terrorisme pourrait être tenté d'utiliser l'opacité régnante, la porosité des frontières et le manque de cloisonnement traditionnel entre trafiquants, commerçants et plus récemment salafistes, pour se débarrasser de ses ennemis – un ennemi qu'il aura défini et qui peut être l'islamiste du GSPC pour Alger ou le Sahraoui du Front Polisario pour Rabat.

Ces accusations se fondent peut-être sur des observations mettant en exergue des liens existants entre ces groupes. L'étude conduite par Altadis sur la contrebande de tabac au Maghreb montre que des Sahraouis ont été impliqués dans un vaste réseau de contrebande, en réceptionnant les stocks de cigarettes à Casablanca avant de les redistribuer. Ce trafic, qui emprunte des routes variées, passe également par le Sahara occidental, et en particulier par la ville de Laâyoune, pénètre en Algérie par Tifariti et Bir Lahlou, points d'eau contrôlés par le Front Polisario³.

Si aujourd'hui la nature de ces contacts ne semble pas constituer une menace immédiate et avérée pour les pays limitrophes, l'absence de contrôle étatique rend possibles les activités de ces groupes. Réfractaires aux États de la région, ceux-ci pourraient conjuguer leur rejet des systèmes établis pour faire de cette bande sahélienne un refuge, une zone de repli pour des opérations de déstabilisation des pouvoirs en place – d'où la nécessité de pacifier la région, en commençant par mettre un terme au conflit du Sahara, même s'il s'agit d'un conflit de basse intensité.

³ I. Cembrero, « La contrebande du tabac malmenée par Altadis », *Le Journal hebdomadaire*, 2-8 juin 2007.

Clore le conflit du Sahara

Si Américains, Européens et Marocains s'accordent à penser que la résolution de ce conflit est un préalable à la pacification de la région, la difficulté à trouver une solution reste entière.

Si aujourd'hui Rabat présente l'autonomie du Sahara sous souveraineté marocaine comme une solution inéluctable à ce conflit vieux de plus de trente ans, il n'en reste pas moins que cette option ne pourra être retenue que si elle est acceptée par tous les acteurs. Or elle a été rejetée par le Front Polisario et l'Algérie, qui continuent de revendiquer le principe d'autodétermination pour régler ce contentieux.

La complexité de la situation actuelle tient notamment au fait que les protagonistes se sont enfermés dans une sémantique réductrice consistant pour les uns à assimiler l'autodétermination à l'indépendance des Sahraouis et donc à une défaite du Maroc, et pour les autres à associer l'autonomie du Sahara à une victoire marocaine, puisque c'est l'option retenue par Rabat depuis le début des années 2000.

Pour sortir de ce dilemme, il aurait fallu que l'une des deux parties puisse être considérée comme victorieuse dans ce conflit, de manière à dicter son option en guise de résolution. Ce n'est pas le cas. Rabat et Alger continuent de nourrir l'ambition sous-jacente de dominer la région en affaiblissant le voisin. Le Front Polisario continue d'exister grâce à l'Algérie et aussi du fait que ce pays n'a pas abandonné son projet de dominer la région. Or comme le dit Clausewitz, la visée finale de la guerre n'est pas de détruire physiquement un adversaire, mais de briser sa volonté politique. Dans le cas du Sahara, les deux volontés politiques antagonistes sont encore très présentes.

L'erreur des protagonistes consiste ici à penser qu'il n'y aurait de victoire ou de défaite que par le « tout ou rien », et que la mise en application de leur propre option garantirait forcément leur propre victoire et la défaite de l'adversaire.

Compte tenu de ces rigidités stratégiques qui créent forcément un piétinement dans la recherche d'une sortie de crise, le renoncement au conflit du Sahara par ses acteurs résultera nécessairement d'un apprentissage et d'une maturité politique consistant à abandonner les logiques nationales et l'idée de la nécessité de l'existence d'un *leadership* régional.

Par ailleurs, si la mise en place d'une autonomie au Sahara semble constituer la sortie de crise la plus probable, d'autant qu'elle est approuvée par les États-Unis, la France et l'Organisation des Nations unies (ONU), elle pose inévitablement une série de questions au pouvoir marocain d'une part, aux autres pays de la région d'autre part. Au niveau marocain, elle implique une nouvelle architecture institutionnelle et une révision de la Constitution. Il s'agit aussi de passer d'un système centralisé à un système décentralisé, avec tout ce que cela implique pour une monarchie qui « s'est construit une fonction de gardienne de l'unité nationale et de l'islam marocain tout en centralisant son pouvoir »⁴.

De fait, les symboles politiques sont toujours très présents dans l'esprit des Marocains. À Mohammed V « le libérateur » a succédé Hassan II « l'unificateur » qui, au nom de l'intégrité territoriale, aurait intégré le Sahara au Maroc.

Il s'agit aussi d'établir un nouveau pacte avec les Sahraouis, qui auront des prérogatives régionales en étant représentés par une Assemblée. Se pose alors la question de la composition de cette instance. Comment faire coexister les personnes déplacées de Tarfaya et Goulimine avec celles venues des villes du Maroc et les éléments du Front Polisario ? Il s'agit là d'une question de légitimité et de représentativité, deux notions intimement liées à la possibilité de négocier avec Rabat les limites du pouvoir local.

En matière d'éducation par exemple, est-il possible d'imaginer des programmes scolaires différents de ceux des autres régions ? Inversement, s'il y avait similitude, que resterait-il de l'identité sahraouie et de l'histoire du Sahara, forcément à écrire ? Comment écrire une histoire officielle et refonder un pacte national en prenant en compte des identités plurielles qui se sont opposées, au prix d'une guerre, plus de trois décennies durant ?

Cette autonomie qui pourrait être concédée au Sahara implique pour le Maroc une transformation affectant son assise territoriale et son régime interne, et pouvant avoir des effets sur son identité politique. Par ailleurs, cette autonomie pourrait faire école et susciter d'autres revendications dans des régions où les populations seraient tentées de mettre en avant leur identité ou leurs spécificités. Si cela se produisait, nous assisterions alors à une fragmentation du pouvoir central au profit des identités et des libertés locales.

Si ce schéma de régionalisation devait prendre forme au Maroc, il pourrait alors séduire des entités originaires de pays voisins, et notamment les Kabyles qui pourraient revendiquer leur autonomie par rapport à Alger.

⁴ M. Zeghal, « Islam, islamistes et ouvertures politiques dans le monde arabe, quelques jalons pour une approche non culturaliste », in A. Hammoudi, D. Bauchard et R. Leveau (dir.), *La démocratie est-elle soluble dans l'islam ?*, Paris, CNRS éditions, 2007.

Si dans ces cas de figure, il s'agit de fragmentation des pouvoirs centraux et d'une réévaluation de la configuration politique actuelle, il n'est pas forcément question de risques ou de dangers potentiels, mais bien d'un autre schéma politique qui pourrait même constituer un prélude à un Maghreb des régions qui se substituerait à un Maghreb des États-nations.

Conclusion

Ces défis sécuritaires, de même que le maintien d'un conflit larvé dont les acteurs peinent à sortir, révèlent l'existence de nouveaux foyers de tension proches de l'Europe. Cette proximité donne une nouvelle centralité au Maghreb dans les relations internationales.

Le nord de l'Afrique, pont économique et culturel entre l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient, devient lieu de tensions exportables, réservoir d'immigrés originaires du Maghreb ou en transit par ces pays.

Mais cette réappréciation de « l'espace Maghreb » peut également inciter Européens et Américains à contribuer à la pacification et au développement de cette région, puisque les effets pervers ne peuvent être confinés d'un seul côté de la Méditerranée.